

Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 540 18 SEPTEMBRE 2007**

**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.**

**Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.**

---

**Contact : [micheldeponcins@easyconnect.fr](mailto:micheldeponcins@easyconnect.fr)**

---

**Précision : A cause d'un voyage à l'étranger, la mise à jour de TOCQUEVILLE MAGAZINE est suspendue pendant 15 jours.**

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT**

---

## **EDITO**

### **BELGIQUE VERS L'ECLATEMENT**

**Beaucoup s'inquiètent, si d'autres se réjouissent, des risques d'éclatement de la Belgique. S'il se produit par malheur, ce serait la joie chez les Eurocrates qui y verraient la mort annoncée et espérée des nations, les mêmes eurocrates ne trouvant plus de résistance valable devant leurs entreprises vraiment criminelles.**

**Personne ne souligne le rôle du socialisme ou du dirigisme qui frappe aussi fort en Belgique qu'ailleurs et qui explique en grande partie le problème.**

**L'immense machine distributive qui capte par la force de l'argent de tous les côtés le redistribue ensuite d'une façon qui sera toujours critiquable. Jadis la Wallonie se plaignait de devoir supporter la Flandre. Aujourd'hui par suite du déroulement de l'histoire c'est la Flandre qui, à juste titre, se plaint. Il en est entre les régions comme il en est entre les groupes sociaux et les personnes : la gigantesque machinerie ne plait à personne.**

**Il en est aussi de même à travers toute l'Europe, telle région se plaignant toujours de supporter une autre région.**

**Si la Belgique éclatait, toute l'Europe en serait ébranlée.**

**M.P.**

---

## **DU NEUF ET DU DEJA VU**

### **SARKO CONTRE LA LIBERTE**

**Le Président ne rate pas une occasion d'affirmer qu'il est contre la liberté, c'est-à-dire favorable au socialisme. Il vient d'indiquer qu'il ne se laissera pas impressionner par les ultra-libéraux et d'ajouter à propos de la fusion de Gaz de France et de Suez « L'Etat doit assumer ses responsabilités et faire des choix stratégiques industriels à long terme ».**

**C'est comme si l'Etat qui pagaie au hasard selon les sondages ou les événements au jour le jour était vraiment capable de faire des choix à long terme.**

## **CHRONIQUE DES GASPIS**

**La polémique vient d'éclater sur les gaspillages provenant des services de communication publique.**

**Il est logique que ses services soient des centres de gaspillages importants. En effet chaque service de communication contribue à la gloire du ministre ou du « patron » dont ils célèbrent les prétendues vertus et les grandes actions. Faut-il ajouter qu'il est plus sympathique de s'occuper de communication que de gratter du papier ? Qui dit communication évoque les voyages, le luxe, les buffets et les invitations.**

**En plus, moins on en fait, plus il faut communiquer pour avoir l'air de faire !**

**Chaque ministère possède forcément ses services de communication. À l'éducation nationale 65 personnes au sein de l'administration centrale travaillent à la communication. A la culture, ils sont 50 et dans la plupart des autres ministères, ils sont au moins une quarantaine.**

**Au ministère de la défense il y a 1127 personnes affectées à la communication avec un budget d'environ 67 millions d'euros. Par exemple chaque corps d'armée à entre 40 et 50 personnes.**

**Un pouvoir voulant vraiment sortir du socialisme porterait le fer dans les services de communication.**

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

### **LA SECU**

**Cher Monsieur,**

**Je partage votre analyse et vos souhaits sur l'enseignement en FRANCE; je vous communique ci-dessous un article que j'ai rédigé début Juillet 2007 relatif à une proposition de substitut à la T.V.A. SOCIALE intitulé:**

**SECURITE SOCIALE : ALERTE ROUGE..!**

**Considérons le régime de la sécurité sociale, ce puits sans fond qui n'a jamais été géré comme il convient; il me semble qu'il serait peut-être utile d'expliquer préalablement aux Français la situation, le soir aux journaux de 20 heures, en leur présentant TROIS TABLEAUX SIMPLES.**

**D'un côté, le régime des cotisations actuelles prélevées dans le cadre du régime obligatoire salarié (fonctionnaires compris) en prenant des exemples précis, sur bulletins de salaires par catégorie de revenus.**

**De l'autre, un régime privé, autrement plus économique, ( les compagnies d'assurances, détiennent les solutions et les calculs dans leurs tiroirs..) avec les mêmes exemples simples et pratiques.**

**Puis, un troisième tableau démontrant clairement que "l'explosion" du système actuel est garantie; l'on pourrait expliquer par simulations, sur les 5 années qui viennent par exemple, les inévitables nouvelles augmentations de cotisations du régime actuel à venir pour bien démontrer le côté imbécile du système et l'absurdité de continuer à s'entêter dans cette voie...!**

**A mon sens, les Français comprendraient très vite leur intérêt en faisant "jouer" la concurrence car, s'ils sont à priori "allergiques" à toute évolution, c'est peut-être parce que personne ne leur a jamais proposé concrètement d'autres formules plus intéressantes pour eux et pour les finances publiques.**

**Le régime actuel ne serait conservé que pour les personnes gravement malades et prises en charge à 100%.**

**Ainsi, il serait possible d'obtenir une lisibilité immédiate et enfin la transparence des comptes de la Sécurité Sociale, ce qui permettrait ultérieurement de continuer à assainir la gestion de ce "monstre Soviétique" en prenant d'autres mesures ad hoc (découpage)... en douceur.. et en continuant à expliquer avec un langage simple.**

**Les résultats en surprendraient plus d'un; il est parfaitement incompréhensible qu'une infime minorité puisse empêcher, depuis plus de 30 ans, les réformes indispensables à la survie de la FRANCE.**

**Bien Cordialement.**

**Thierry FOURGEAUD**

**--**

**Cabinet Thierry FOURGEAUD**

**Conseil-Expertise-Médiation**

**Expert Judiciaire**

**47, rue de l'Ouest**

**44100 - NANTES - FRANCE**

**Tél : 33-02.40.69.34.95**

**Fax : 33-02.40.69.29.60**

**Mob : 33-06.07.08.40.94**

**e-mail: [Thierry.Fourgeaud@wanadoo.fr](mailto:Thierry.Fourgeaud@wanadoo.fr)**

site : <http://www.motamot.com/annuaire/profil.php?profil=sIwEpTkN>

---

## CITATIONS

**LEON BLUM :**

« L'Etat ne peut être lésé dans sa souveraineté par les contrats qu'il a conclus avec une catégorie quelconque de citoyens. Cette souveraineté n'est limitée par rien »

**PRINCESSE BIBESCO (Dans un livre sur Charles Lindberg)**

« Les routes océanes, l'aviation universelle organiser l'air, seul agent possible d'un désarmement futur, quand ce tribunal sans police, la Société des Nations, possèdera enfin une gendarmerie céleste, recrutée parmi l'ensemble des nations civilisées ».

---

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

## LE FLASH

**LUNDI 17 SEPTEMBRE 2007**

### LES REGIMES SPECIAUX DE RETRAITE

Coucou, revoilà les régimes spéciaux et nous n'aurons que trop souvent à en parler ! Tout le monde crie au scandale, certes, mais le scandale n'est pas là où il est le plus généralement dénoncé. Ce scandale, suivant la vox populi, se trouverait dans les inégalités bien connues entre ces régimes spéciaux et les autres régimes. Nous sommes obligés de dire que l'inégalité

**n'est jamais à un scandale car elle fait partie de la nature humaine ; en outre, dénoncer l'inégalité à propos des régimes spéciaux revient à vouloir réaliser l'égalité à toute force et l'égalité est attentatoire à la liberté. Enfin, l'égalité est une chimère qui ne sera jamais atteinte. Au surplus, corriger éventuellement l'inégalité ne donnerait pas d'argent aux autres régimes, le désordre étatique devant avaler dans ses méandres les maigres ressources dégagées !**

**Le vrai scandale des régimes spéciaux se situe dans la façon dont ils ont été bâtis. Ils ont été construits avec des impôts spoliateurs et par la déroute financière des entreprises d'État, celle-ci se répercutant à son tour sur le contribuable. Quelles que soient les données scandaleuses des régimes spéciaux, ils reflètent tout simplement la brutalité des hommes de l'État dans le cadre dirigiste que la France connaît depuis des décennies.**

**Le pouvoir en annonçant, urbi et orbi, qu'il veut s'attaquer à l'ensemble des régimes spéciaux sait fort bien, sauf incompétence coupable, qu'il n'a aucun moyen d'y parvenir de cette façon ; attaquant tous azimuts il réalisera contre lui la coalition des faux droits acquis et les chefs syndicalistes de toutes espèce ont déjà pris le sentier de la guerre.**

**Il n'y a que deux méthodes pour arriver à résoudre le problème.**

**La voie la plus sûre est de détruire le socialisme. J'ai montré dans le livre « Et si la France se mettait à rêver (comment retrouver la prospérité) », en vente chez Duquesne Diffusion à Paris, que la sortie du socialisme doublerait la richesse nationale en huit ans. Ce déferlement de richesse permettrait d'apporter beaucoup de solutions à des problèmes apparemment insolubles et en particulier au problème des retraites, y compris les retraites de ces régimes spéciaux. Or, le nouveau pouvoir ne veut absolument pas détruire le socialisme.**

**Refusant ainsi ce que ses électeurs lui demandaient, il pourrait au moins tenter de résoudre l'affaire au cas par cas. Dans la liste interminable, il en est de relativement faciles à solutionner.**

**Justement, nous signalons modestement à ce pouvoir que l'examen de cette liste montre une catégorie de retraites qui mériteraient d'être réduites sans délai ni difficultés, à savoir les retraites des politiques, et cela désigne très exactement les Présidents de la République, les Premiers ministres, les ministres et les membres des diverses assemblées.**

**Les deux candidats à l'élection présidentielle ont tous les deux promis que, dès leur arrivée aux affaires, il serait porté remède aux retraites des députés et sénateurs, que le président actuel a qualifié lui-même à la télévision de « scandaleuses ». La mise en ordre de ce problème des retraites des politiques serait conforme aux exigences de la morale : la rigueur doit s'appliquer d'abord au sommet afin de montrer l'exemple.**

**Si le Président ne veut pas, pour ce qui le concerne, faire le premier pas, les Assemblées sont complètement indépendantes de leurs décisions, tellement indépendantes qu'elles se sont donné le droit de prélever de l'argent public pour leur propre confort, ceci dans l'opacité la plus complète.**

**Il serait très, très facile, pas dans un an mais dès demain, que l'Assemblée nationale décide de couper de moitié les retraites des députés et, dans la foulée, les immenses avantages de natures diverses que ses membres absorbent sans scrupule. L'argent rendu aux citoyens par diminution immédiate des prélèvements de cette Assemblée serait modeste mais aurait valeur d'exemple et montrerait qu'un mammoth peut bouger.**

**Si un seul Député déposait dans les formes requises le projet correspondant, ceci malgré tous les obstacles que ses collègues sèmeront sur sa route, il offrirait à ces mêmes collègues l'occasion de sauver leur honneur !**

**Michel de Poncins**

---

**Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire**

**[micheldeponcins@easyconnect.fr](mailto:micheldeponcins@easyconnect.fr)**

---

## **REVUE DE PRESSE**

### **CHRONIQUE DES AVEUX**

**Désinformation Hebdo nous relate un bel aveu formulé par un membre du Haut comité de l'éducation, Christian Forestier, interrogé sur Europe numéro un. C'est un homme de gauche qui a été pris à froid par le journaliste qui a posé cette question : « dans quelle mesure les enfants issus de l'émigration récente pèsent-ils sur le constat négatif que vous venez de faire sur le fonctionnement de l'école ? ». M. Forestier n'a pu que reconnaître les faits : « c'est une évidence. Il faudrait être de mauvaise fois pour le nier. Les 15 % d'enfants qui sont en très grandes difficultés sont socialement très typés. Ce sont tous des enfants de pauvres et ce sont pour l'essentiel, effectivement des gens issus de ce que vous appelez les minorités visibles. »**

### **LE DANGER D'ETRE FLIC**

**Suivant le journal Présent, une dame policier habitait avec jardin dans une résidence de l'Essonne. Tout soudain, des jeunes du voisinage ont compris qu'elle était dans la police. La vie est tout de suite devenue infernale. La policière a essayé de leur parler courtoisement**

**mais quelques jours plus tard sa voiture a été brûlée. Et ensuite les murs de son appartement ont été recouverts de tags injurieux et sa boîte aux lettres dégradée. Elle s'est confiée à la presse et est obligée de déménager.**

**La hiérarchie ne l'a pas soutenue et elle a déclaré : « Chez la hiérarchie, c'est la politique de l'autruche. Personne n'a intérêt à ce que tout ça soit connu. Les politiques ne veulent rien entendre. Si je fais ça c'est aussi pour tous mes collègues qui souffrent en silence de peur de perdre leur travail ou d'être mis sur une voie de garage ». Un responsable d'un syndicat policier a reconnu que ces situations sont de plus en plus fréquentes.**

---

## **LES BREVES**

### **IRAK : UN DEBUT DE BONNES NOUVELLES**

**Pour gagner une guerre, il faut de bons généraux. Jusqu'ici, les Américains n'ont pas été gâtés sur ce plan. Un nouveau Général en Chef est arrivé, le Général Petraeus ; il avait obtenu de bons résultats dans une des régions du pays ; s'appuyant sur les trente mille hommes supplémentaires envoyés par Bush, il semble qu'il soit en train de progresser sur le terrain. Si le « miracle » nécessaire se produisait, il aurait aussi peut-être gagné contre l'anti-américanisme primaire ! Ce serait un beau résultat.**

### **L'ÉTAT AU SECOURS DE LA MUSIQUE**

**Dans le système dirigiste et depuis longtemps il est une règle absolue. Quand une profession à des problèmes, l'État vole à son secours et déclenche le flot des aides en toutes sortes, lesquelles vont détruire indirectement par un dommage latéral les autres professions. C'est le cas des professions du disque qui n'en finissent pas de tirer la sonnette d'alarme depuis quatre ans. L'État se mobilise et, suivant la tradition, ce sont les autres professions qui souffriront par suite des impôts nécessaires, jusqu'au moment où elles appelleront de leur côté au secours.**

### **LA GUERRE DES BANDES**

**Nous connaissons l'immigration plus ou moins sauvage qui attire, pour des avantages souvent hypothétiques, toute la misère du monde en France. Cela peut se comparer à une sorte de déportation financière imposée à des populations diverses, non seulement les immigrés mais aussi les populations d'accueil.**

**La nouveauté récente est que ces immigrés transportent sur notre propre territoire leurs conflits ethniques. Les renseignements généraux commencent tardivement à s'en inquiéter**

**d'autant plus que les bandes se créent d'autres occasions de conflit sur le territoire national pour se partager le gâteau républicain.**

## **UN CARDINAL ET AMNESTY**

**Le chef de l'Eglise catholique en Ecosse a annoncé qu'il quittait Amnesty international pour protester contre la position de cette organisation de défense des droits de l'homme en faveur d'une dépénalisation de l'avortement. Cette démission est assez remarquable, car le Cardinal a rappelé qu'il avait adhéré à Amnesty International alors qu'il était étudiant.**

## **ALI L'EPICIER**

**Nous n'avons pas l'habitude de rendre compte des crimes tant ils sont nombreux. Cet Ali est originaire d'une famille de musiciens algériens et était devenu patron d'une supérette dans le département de la Seine-Saint-Denis. Il a été assassiné.**

**Si nous signalons ce fait c'est parce que le l'assassin l'a égorgé et l'on sait que dans l'islam l'égorgement est une façon courante et conseillée d'assassiner.**

## **LE CHEMIN DE L'HORREUR**

**L'humanité ayant abandonné ses repères et en particulier la foi en Dieu ne cesse de s'écrouler dans le désastre. Les autorités britanniques viennent d'autoriser la création d'embryons qui seraient à la fois mi-hommes et mi-animal. Le drame est que non seulement des hommes se livrent à cette horreur mais que des autorités publiques l'acceptent.**

---

## DOCUMENTS

### ESPERANCE

**Ils veulent bloquer le pays ? Chiche !**



Les choses sérieuses vont peut-être enfin commencer ; et l'on aura l'occasion de voir si la fameuse vague bleue, abondamment décriée en mai dernier, est de nature à fissurer - sinon emporter - la digue syndicale. En tout cas, les choses sont claires : les syndicats ont l'intention d'empêcher un gouvernement légitime de tenir ses promesses électorales tandis que la gauche prépare la riposte à la fête de l'huma. Que peut-il se passer dans un pays dont le gouvernement élu dans les règles de l'art démocratique ne peut pas gouverner pendant que l'économie s'étiole inexorablement ?

A la moindre tentative de réforme, les syndicats menacent de bloquer le pays. Il est toujours plus facile de mettre le feu que d'arrêter l'incendie. C'est pour cette raison que les incendiaires sont souvent les premiers à appeler à l'aide aux premiers retours de flamme. Mais pourquoi arrêtez le feu ? Continuons jusqu'au blocage général. Chiche ! Imaginez la scène. Après avoir participé à une opération coup de poing, nos agitateurs professionnels rentrent à la maison à pied car les transports publics seront par eux paralysés. Ils constateront rapidement que la table n'est pas mise car le frigidaire n'est pas rempli. Qui fera les courses ? D'ailleurs, les magasins seront en grève eux aussi. Les enfants seront livrés à eux-mêmes car les écoles seront bloquées. C'est alors l'occasion rêvée par les syndicats étudiants toujours prompts à saboter une rentrée ou une session d'examen au frais du contribuable impuissant.

Mais qu'arrivera-t-il une fois sorti du loft universitaire ? Pour passer le temps, lycéens et étudiants se réfugient dans leur chambre pour jouer à leur jeu vidéo préféré ou regarder la télé ; mais il n'y a plus d'électricité. Ils veulent commander une pizza par téléphone mais il

**n'y a plus de tonalité au bout du fil. De toute façon, le vendeur de pizza en a marre de son boulot. Ce n'était pas une vie de livrer des pizzas toute la journée... Pourquoi travailler pour les autres alors que les autres refusent leur travail ?**

**Mais le peuple, assoiffé de consommation et de divertissement, n'ira jamais jusque là. Il est trop attaché au confort de la société moderne malgré tous les défauts qu'il peut lui trouver pour paraître détaché et cultivé. Ce pourrait être pourtant l'occasion de prendre définitivement conscience que l'économie, tellement décriée par les ignorants et les paresseux, ne fonctionne pas sans l'énergie humaine et sans motivation, tout ingrédient qui ne tombe pas du ciel et n'ont rien à voir avec les modèles artificiels et l'idéologie. Mais c'est trop tard. Tout est arrêté, faute d'entrepreneurs motivés, faute de motivation pour construire, faute d'entreprises rentables. Les magasins restent fermés tandis que les actifs ont déserté le territoire pour éviter l'inévitable bagarre qui ne manquera de se produire quand les besoins auront pris à nouveau le dessus. Car, bientôt, tout ce petit monde aura faim et ils se mangeront entre eux. On peut bien bloquer une économie mais on ne stoppe pas pour autant les besoins humains par rapport auxquels l'économie est toute entière orientée pour peu qu'on la laisse fonctionner.**

**Quand l'être humain est en bonne santé, il se demande à quoi peut bien servir la médecine. Les jeunes bourgeois qui ont défilé dans les rues en mai 1968 ont fait leur révolution en pleine prospérité économique, dans un pays en pleine santé. Et c'est justement la santé d'un pays capitaliste qui leur était insupportable tandis que la perspective d'une vie programmée dans le « métro-boulot-dodo » leur paraissait intolérable. Alors, ils ont mis tout en œuvre pendant plus de trente ans à réussir dans cette société qu'il détestait pour saper les bases de la prospérité, n'hésitant pas à un seul instant à manger la soupe dans laquelle ils crachaient. Et ils ont réussi en prenant les commandes des médias, de la culture et de l'éducation, semant insidieusement dans les esprits la graine du nihilisme économique.**

**La France a perdu sa vitalité économique et avec elle, son rayonnement intellectuel et culturel dans le monde. Et la jeunesse actuelle en récolte aujourd'hui les fruits gâtés. Alors ne soyons pas tentés par le pire, notre pays n'en a plus les moyens.**

**Jean-Louis Caccamo**

**Perpignan, le 17 septembre 2007**

**<http://caccamo.blogspot.com/>**

---

## TURQUIE

Comme convenu, Sarko s'aligne sur les US :

OTAN

TURQUIE

N'oubliez pas la vaseline !

[http://afp.google.com/article/ALeqM5hWO\\_dqa-wsB2OfDbovT\\_Htv5gbqw](http://afp.google.com/article/ALeqM5hWO_dqa-wsB2OfDbovT_Htv5gbqw)

**Paris réfléchit à supprimer le référendum obligatoire sur les adhésions UE**

Il y a 2 jours

**PARIS (AFP) — La France réfléchit à une possible suppression de l'obligation de consulter les Français par référendum pour les futures adhésions à l'Union européenne, ce qui pourrait à terme lever une hypothèque pesant en particulier sur la Turquie et des pays des Balkans.**

**Le président Nicolas Sarkozy, en déplacement vendredi à Budapest, a déclaré qu'il "prendrait position" sur ce sujet, à la lumière d'un rapport du comité sur la réforme des institutions françaises, présidé par l'ancien Premier ministre Edouard Balladur.**

**M. Sarkozy était interrogé sur des déclarations de son secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, évoquant un abandon de l'article 88-5 de la Constitution, qui impose un référendum pour toute adhésion future, après celle de la Croatie qui espère devenir membre en 2009.**

**Cette disposition avait été adoptée début 2005, à l'approche du référendum sur la Constitution européenne, pour tenter de rassurer des Français inquiets face aux élargissements de l'Union et aux perspectives d'adhésion turque.**

**"Faut-il maintenir ou supprimer cette disposition?" s'est demandé M. Jouyet mardi lors d'une audition devant le comité Balladur, en faisant observer qu'elle "ne connaît aucun équivalent dans les autres Etats membres" de l'UE.**

**M. Jouyet a reconnu qu'il s'agissait d'un sujet "délicat, qui peut faire débat". Il a soigneusement évité de mentionner le cas particulier et très sensible de la Turquie, se limitant à évoquer celui, moins polémique, des pays des Balkans.**

**Il a notamment pris soin de souligner que seul le président de la République pouvait "se prononcer sur l'opportunité de supprimer ou non cette disposition" constitutionnelle voulue par son prédécesseur Jacques Chirac.**

**Mais M. Jouyet a aussi évoqué des arguments en faveur de la suppression du référendum automatique, notamment le fait qu'il pourrait faire échouer, pour des raisons de politique intérieure française, des candidatures légitimes de pays ayant franchi le cap de difficiles négociations.**

**"Cela peut mettre la France en difficultés à l'égard des pays qui ont une vocation indiscutable et indiscutée d'adhérer à l'UE comme la Macédoine ou les Balkans, dès lors naturellement qu'ils respecteraient tous les critères", a-t-il souligné.**

**"La France risquerait de bloquer le moment venu le processus d'adhésion, alors même que toutes les conditions seraient pas ailleurs réunies", a-t-il ajouté.**

**M. Jouyet a conclu "à titre personnel et de manière pragmatique" à un retour au système antérieur, par lequel le chef de l'Etat se réserve le droit de choisir entre la voie référendaire**

**et la voie parlementaire pour faire ratifier une adhésion à l'UE.**

**Cette perspective a soulevé une levée de boucliers dans les milieux souverainistes. Le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers a dénoncé un "briolage institutionnel" visant à "priver les Français de se prononcer sur l'entrée de la Turquie dans l'Europe". Le député Nicolas Dupont-Aignan a quand à lui parlé de "reniement scandaleux" de M. Sarkozy.**

**A l'inverse le député européen socialiste Bernard Poignant a estimé que l'idée de M. Jouyet -lui même ancien socialiste rallié à M. Sarkozy- était "à reprendre".**

**Le président Sarkozy avait déjà donné le sentiment d'infléchir sa position sur la Turquie il y a quelques jours, alors que l'opinion française reste majoritairement hostile à l'entrée de ce pays musulman au sein de l'UE.**

**Il a mis fin août un bémol à son opposition catégorique à l'entrée d'Ankara, en proposant que les négociations puissent se poursuivre entre la Turquie et l'Union, sous réserve que cette dernière confie à un "comité de sages" le soin d'engager une vaste réflexion sur l'avenir de l'UE.**

**Admirable M. Jouyet ! En annonçant, avec l'aval de l'Elysée, et conformément à ce qu'avait dit l'hiver dernier le candidat Sarkozy, que la réforme constitutionnelle pourrait supprimer l'article 88-5 faisant obligation au gouvernement français de soumettre à référendum toute adhésion future d'un nouveau membre, il prouve que les craintes des opposants à l'entrée de la Turquie étaient fondées. Précisant que l'initiative qu'avait prise Jacques Chirac voici deux ans d'inclure cette précaution était à ses yeux 'ni faite, ni à faire', il donne à réfléchir aux têtes légères qui, bien qu'hostiles à l'adhésion de la Turquie, ont appelé à voter pour lui. La manoeuvre destinée à calmer les oppositions populaires manifestées lors de l'ouverture des négociations le 3 octobre 2005 a réussi. On annonce qu'un référendum serait organisé le moment venu, on modifie la Constitution, puis, une fois les esprits apaisés et les négociations lancées, on supprime la précaution constitutionnelle et le tour est joué.**

**Le plaidoyer de M. Jouyet pour la voie parlementaire est significatif de la façon dont la France est désormais gouvernée : dire que la voie parlementaire fera aussi bien l'affaire, c'est admettre comme allant de soi que le Parlement peut parfaitement dire Oui là où le peuple aurait parfaitement dit Non.**

**Cette affaire montre une fois de plus que la France, dont on a attendu que s'achève en juin le cycle électoral, est prise dans l'engrenage sans que son peuple ne puisse plus rien dire. Elle prouve qu'il est décidément essentiel d'imposer à M. Sarkozy un référendum avant toute ratification de la Constitution européenne (nouvelle mouture). J'appelle tous les patriotes de droite comme de gauche et tous ceux qui ne sont ni de droite ni de gauche à manifester le 19 octobre lors du sommet européen de Lisbonne. Je les appelle d'ores et déjà à se rassembler dans cette perspective.**

**Le masque du patriote que s'était donné Nicolas Sarkozy est désormais tombé, en tous sujets, et notamment sur le point cardinal de la Constitution européenne et de l'adhésion de la Turquie. J'appelle les dirigeants et les militants souverainistes à ouvrir les yeux sur ce fait, aussi effrayant soit-il, et à reprendre le combat pour la défense de la souveraineté nationale et populaire et celle de la civilisation française.**

**Paul-Marie COÛTEAUX**  
**Député français au Parlement européen**  
**Directeur de L'Indépendance**  
**Contacts : 06 81 41 89 32 / 00 32 2 284 72 06**

---